

Budget—M. Allard

10 avril 1978, sur le manque de mesures efficaces du gouvernement pour aider la recherche, et je cite:

[Traduction]

Cette sorte d'oscillation imprévue, outre qu'elle détruit le milieu canadien de la recherche médicale, coûte des millions de dollars au contribuable. Le chercheur passe six mois à monter son laboratoire, puis il apprend d'un seul coup qu'il a perdu sa subvention, dit-il.

[Français]

C'est vraiment incroyable, monsieur le président, qu'un chercheur soit obligé de vivre dans la pauvreté financière et matérielle au Canada. C'est aussi incroyable que le ministre des Finances dans son budget n'ait pas prévu des mesures concrètes pour aider la recherche et le développement effectués dans les hôpitaux et dans les universités.

J'aimerais citer quelques questions que le Dr John Kucharczyk, secrétaire exécutif des politiques scientifiques de la Fédération canadienne des sociétés de biologie, a présentées à mon collègue, le député d'Abitibi (M. Laprise).

[Traduction]

Est-ce que le besoin dans lequel se trouve la recherche scientifique est plus grave qu'ailleurs en certains secteurs, dans les universités par exemple? Est-ce que ce besoin est le fait de domaines donnés, par exemple les sciences de l'homme et les sciences naturelles?

[Français]

Monsieur le président, nous du Parti Crédit Social du Canada disons que les mesures proposées dans le budget de l'année dernière et celui de cette année ne répondent pas aux vrais besoins des Canadiens. Ces mesures ont tendance à favoriser la recherche industrielle par le biais de dégrèvements d'impôt. Cela est rentable pour le gouvernement en place, parce qu'il s'accorde ainsi des grosses compagnies des faveurs et des fonds pour les élections. Cela explique donc les coupures des budgets alloués à la recherche médicale universitaire. L'étroitesse d'esprit des ministériels libéraux aidant, le gouvernement s'empresse de dire à la population qu'il faut réduire les montants alloués à la recherche pure et effectuée surtout dans les universités pour augmenter les fonds alloués à la recherche appliquée ou industrielle.

Une autre question se lisait comme il suit, et je cite:

● (2042)

[Traduction]

Votre parti a déjà dit qu'il voudrait que l'investissement pour la recherche et le développement dans les secteurs public et privé passe du niveau actuel de moins de 1 p. 100 du produit national brut à 2.5 p. 100. A votre avis, quelles conséquences une recrudescence de l'activité de recherche et de développement au Canada aurait-elle sur l'économie du pays?

[Français]

Nous répondons que l'effet le plus évident de la recherche est la plus grande indépendance technologique et subséquemment économique des pays environnants et surtout des États-Unis. La recherche est le seul moyen qui permette à nos industries une plus grande concurrence sur le marché international. De plus, cela entraîne l'embauche de personnel supplémentaire au niveau des laboratoires de recherche. Du point de vue médical, il est reconnu que la recherche améliore la santé des citoyens qui sont ainsi plus productifs dans leurs activités.

Finalement, seule la recherche et ses retombées peuvent apporter une solution définitive aux grands problèmes de l'heure, comme le chômage, l'inflation, le contrôle des 200 milles marins du Canada et la protection de l'environnement. Si le ministre a compris ce que nous venons de dire, il va comprendre que c'est dans la recherche et le développement

[M. Allard.]

que se trouvent les solutions à nos problèmes économiques, que ce soit dans les domaines de l'agriculture, des pâtes et papiers ou autres.

J'aimerais maintenant parler un peu de la dette. Une autre fausse solution apportée par le ministre dans son budget, c'est la dette. Il faut se demander si le ministre est conscient de la définition d'une dette. Le dictionnaire Larousse en donne une et il n'est pas nécessaire d'être ministre des Finances pour la comprendre. A la page 313 du dictionnaire Larousse, le mot dette est ainsi défini: C'est ce qu'on doit. Devoir indispensable. Monsieur le président, nous avons plus de 11 milliards de dollars comme devoir indispensable. La dette de chaque travailleur canadien se chiffre à 10,600 dollars. Ainsi, le nouveau-né est endetté de ce montant dès sa naissance.

Jeudi dernier, à la période des questions, il fut question de la bataille de la taxe de vente entre Québec et Ottawa. Mon collègue de Bellechasse (M. Lambert) a demandé au ministre des Finances s'il pourrait se servir de la Banque du Canada pour créer des crédits nouveaux afin d'augmenter la masse monétaire. Le ministre avait alors répondu que dès 1963 il s'était intéressé aux théories du crédit social, et il s'est dit convaincu qu'il avait raison de s'y opposer. Mais, monsieur l'Orateur, si réellement le ministre des Finances est sérieux, il va commencer à étudier le crédit social et il va se rendre compte que, si les financiers étrangers acceptent les obligations des Canadiens comme garanties valables pour des prêts consentis au gouvernement du Canada, notre banque, la Banque du Canada, pourrait accepter les mêmes garanties provenant du même gouvernement.

Lorsque des étrangers prêtent à notre pays, ils ont confiance dans le fait que les richesses et le travail de nos Canadiens sont des garanties plus que suffisantes pour justifier l'achat d'obligations canadiennes. Alors, pourquoi ne pas faire en sorte afin que les élus du peuple canadien assument leurs responsabilités? Et au lieu de supporter un système de dette, supportons donc un système de crédit pour qu'enfin le peuple du Canada se libère du présent régime de dette et vive au diapason d'un peuple souverain, et pour que ces mêmes garanties acceptées par les étrangers soient considérées comme valables par la Banque du Canada, ce qui en ferait une véritable banque en mesure de monnayer le véritable crédit du peuple canadien.

Comment est-il possible, monsieur l'Orateur, que le ministre puisse comprendre nos théories quand il ne connaît même pas la définition d'une dette? Comme le ministre ne comprend pas les bases de l'économie, comment est-il possible qu'il présente un budget valable? Les problèmes actuels qui risquent de séparer le Canada ne proviennent pas de la nature même du pays mais bien de la façon dont il est gouverné. Alors, monsieur l'Orateur, il ne reste qu'une seule solution et c'est d'élire un gouvernement créditiste aux prochaines élections.

[Traduction]

Mlle Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur l'Orateur, vu la latitude que nous avons dans le débat sur le budget, il y a toujours bien des choses dont nous voudrions parler, mais ce soir j'aimerais me pencher sur la principale proposition fiscale contenue dans le budget—de fait, c'est la seule proposition fiscale importante que contient le budget—soit la réduction de la taxe de vente provinciale.

Mais, pour cela, monsieur l'Orateur, il faut entrer dans le monde d'Alice au pays des merveilles, où les mots signifient ce